

Par M. PABLO

Environ 45 % des Allemands ont voté pour le parti Démocrate-Christien d'Adenauer, lui assurant ainsi une majorité absolue dans le nouveau Bundestag.

Il s'est passé en Allemagne occidentale un phénomène analogue à celui qui se produisit en Italie aux élections de 1948 : devant le danger de la victoire (de la gauche, il y a eu une polarisation de toute la droite (du centre à l'extrême-droite nettement fasciste), autour du parti le mieux placé, en l'occurrence la démocratie-chrétienne.

La démocratie-chrétienne a bénéficié d'une conjoncture économique favorable pendant laquelle se réalisa un relèvement spectaculaire du pays ; la production industrielle a augmenté en flèche, et le chômage, quoique toujours très important, a reculé relativement ; le coût de la vie s'est plutôt stabilisé, la reconstruction va au rythme de 400.000 logements par an, le plus impressionnant de toute l'Europe occidentale.

D'autre part, la position diplomatique de l'Allemagne occidentale n'a cessé de s'améliorer. Epaulée à fond par les Etats-Unis, particulièrement depuis la victoire de l'administration républicaine qui voyait en elle le pays le plus proche de ses conceptions conservatrices, le plus stable, le plus dynamique, le plus anticommuniste et antisoviétique, l'Allemagne d'Adenauer apparaissait de plus en plus comme le candidat le mieux placé en Europe continentale pour le « leadership » atlantique sur cette partie du monde.

La bourgeoisie et la petite bourgeoisie allemandes étaient flattées à l'idée de ne pas être un simple satellite des Etats-Unis, mais un allié égal, inspirateur de la politique continentale de ceux-ci.

La politique de la social-démocratie allemande, timide, confuse, féroce anticommuniste et antisoviétique, ne dégagant aucune solution alternative radicale, aucune perspective fondamentalement différente de celle de la démocratie-chrétienne, n'a pu galvaniser ni les masses ouvrières ni surtout les couches petites bourgeoises. Elle a travaillé, autant qu'elle pouvait objectivement le faire, à la victoire d'Adenauer.

Malgré cela la polarisation d'environ huit millions de voix éminemment ouvrières autour d'elle (c'est-à-dire sensiblement davantage qu'aux derniers jours de la République de Weimar, avant le triomphe de Hitler, et ceci malgré l'amputation d'un quart de la population du pays vivant en Allemagne orientale), est un indice hautement encourageant de l'inflexible attachement des masses ouvrières

(Suite page 3)

# LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE  
SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

## DES TRAVAILLEURS



Un changement politique complet, objectif des prochaines luttes générales, par

## UN PACTE P.C.F.-P.S. POUR LE POUVOIR

### Gestion et contrôle ouvrier

C'est la naissance des deux exemples de dualité du pouvoir entre les ouvriers et la classe dirigeante, l'un dans les usines et l'autre dans l'appareil même de l'Etat bourgeois qui relie les deux grands mouvements de 36 et de 53 et fait sentir le chemin effectué.

En 1936, pour la première fois, les ouvriers occupèrent leurs usines. Ainsi se trouvait posée pour les patrons la question « A qui appartiendront les machines, demain ? ». L'occupation avait également d'autres buts immédiats :

— Assurer le meilleur fonctionnement de la grève, en groupant tous les participants, en les maintenant sur le lieu de travail en contact avec leur direction, en permettant de se servir du matériel technique et des véhicules, tout cela sous leur propre contrôle ;

— D'autre part assurer la défense de la grève contre le principal danger, le lock-out, l'intrusion des jaunes et les actes de sabotage.

Les travailleurs dans leurs usines, les patrons et leur police à la rue, telle était la situation.

En 53, la bourgeoisie se trouve attaquée dans ses propres fondements, paralysée dans l'expression même de son appareil, privée de ses moyens de communications. Plus que la grève dans le secteur privé, l'arrêt du travail dans le secteur public est sensible à la vie de tous les jours. Aucun ne paralyse un pays comme celui-ci, aucun n'incite plus la bourgeoisie réactionnaire à pleurer sur le sort du « public », à faire du sentiment sur les vicissitudes que rencontre celui-ci dans sa vie quotidienne troublée. Aucun ne nécessite plus la

(Suite page 4)

Août 53, le plus important mouvement des travailleurs de France depuis juin 36, est si riche d'enseignements que nous aurons l'occasion d'y revenir plus d'une fois. La première question à laquelle nous avons à répondre est : Comment se situe ce mouvement dans la situation internationale et nationale et qu'indique-t-il pour l'avenir ?

Indépendamment des revendications immédiates qui l'ont engendré, un tel mouvement par certains de ses caractères essentiels (spontanéité, ampleur : quatre millions de travailleurs ; durée : près de trois semaines ; sympathie générale), acquiert une signification POLITIQUE considérable. Les masses populaires en ont assez non seulement des conséquences sur leurs conditions de vie mais de la politique même qui les ont produites ; CE MOUVEMENT DANS LES FAITS A POSE LA QUESTION DU GOUVERNEMENT ET MEME CELLE DU REGIME. C'est une opinion qui était très répandue, quoique de façon confuse, parmi les masses de grévistes et qui est aujourd'hui plus ou moins nettement ressentie dans toute la société française.

Aujourd'hui, le mouvement est terminé, mais dans les rangs de la bourgeoisie l'alerte n'a pas cessé. Relevez les bas salaires, faites baisser le coût de la vie, construisez des logements, lit-on dans des journaux bien-pensants à l'adresse du gouvernement ; et faites vite, sinon on sera emporté par la tourmente. Toutes les mesures auxquelles le gouvernement s'affaire à présent ne peuvent constituer que de misérables palliatifs dont le résultat ne fait d'illusions à personne. Les récentes augmentations aux petits fonctionnaires sont si dérisoires qu'elles ne servent qu'à montrer la crainte du gouvernement et son incapacité à donner satisfaction. Nous assisterons probablement d'ici peu à des essais de confection de combinaisons politiques parlementaires et gouvernementales susceptibles de mieux répondre à la situation présente. Enfin, à peine dans l'ombre, une aile de la bourgeoisie sous la houlette de Juin prépare une dictature militaire. Cette aile est peut-être petite aujourd'hui, mais elle a sur toutes les autres fractions l'avantage de savoir ce qu'elle veut. On l'a vu au Maroc. Evidemment, les conditions sont beaucoup plus difficiles en France ; mais avec l'appui des Etats-Unis qui ne pensent mener la guerre qu'avec des gens à la Sygman Rhee, les Juin ont de l'espoir.

Dans les partis ouvriers, Guy Mollet, secrétaire du P. S., reprend son thème d'un « Front démocratique et social » dans lequel il veut faire entrer, dit-il, « les ouvriers communistes ABUSES contre les chefs stalinien ». Si en face de cela, la direction du P. C. F. persistait dans un front unique « à la base seulement » où elle voudrait faire entrer — selon des termes semblables à ceux de Guy Mollet — « les ouvriers socialistes ABUSES contre les chefs socialistes », il est certain que l'unité d'action de la classe ouvrière ne serait pas près de se réaliser. La majorité des ouvriers de France est « abusée » par les dirigeants du P. C. F. ; une forte minorité est « abusée » par les dirigeants du P. S. L'unité d'action des travailleurs doit se réaliser bien avant que les travailleurs soient désabusés des uns et des autres. Elle ne pourra l'être que si les travailleurs, et plus particulièrement ceux qui sont organisés, forcent leurs organisations politiques et syndicales à s'entendre pour une action commune sur des objectifs communs.

Pour revenir à Guy Mollet, il se garde bien de soulever la perspective du gouvernement, il ne dit pas quel gouvernement le P. S. propose en résultat du Front qu'il préconise. On peut discerner, dans les intentions socialistes, le désir de nouvelles élections dont le P. S. sortirait renforcé ; à ces élections le P. S., échaudé par ses apparentements de 1951 et ce qui s'ensuivit, irait seul comme parti (appuyé si possible par F. O., etc.) ; et bien entendu, avec un nouveau Parlement, ces messieurs verraient quelle coalition ils pourraient faire avec tel ou tel parti bourgeois. L'avenir ne tardera pas à obliger les dirigeants du P. S. à préciser leur jeu.

Pour l'instant, le Front de Guy Mollet rencontre peu d'écho, parce qu'il est impossible d'escamoter le problème du P. C. F. qui contrôle la majorité de la classe ouvrière, laquelle ne le quittera pas pour suivre le P. S. Mais, de son côté, le P. C. F. est de plus en plus silencieux sur la question du gouvernement.

Jadis, il était pour un « gouvernement d'union démocratique ». La formule était vague : Quels doivent être les constituants de ce gouvernement, nul ne le sait. Aujourd'hui, le P. C. F. parle de la nécessité d'un changement d'orientation, mais omet de dire quel gouvernement peut opérer ce changement. Ici ou là, on évoque l'idée d'un nouveau « Front populaire » ; dans le Front populaire de 1935, il y avait le P. C., le P. S. et le Parti Radical. Il avait une base objective dans un programme modéré en politique intérieure (que les ouvriers ont largement étendu en occupant les usines en juin 1936) et un programme déterminé en politique internationale, l'alliance franco-soviétique contre l'Allemagne hitlérienne. Aujourd'hui il serait plus aisé de résoudre la quadrature du cercle que de trouver une base pour une coalition du P. C. avec un parti bourgeois. Même avec le P. S. la question internationale soulève de grandes difficultés. Néanmoins les socialistes — en France comme dans toute l'Europe occidentale — seront obligés de résister davantage contre les prétentions de la politique américaine.

Si la direction du P. C. engageait une campagne pour un front unique du P. C. et du P. S. sur un programme de défense des intérêts des travailleurs, pour aboutir à un gouvernement de front unique P. C. - P. S., pour réaliser ce programme, si elle faisait des propositions précises à ce sujet à la direction du P. S., on peut affirmer qu'en très peu de mois, la situation serait éclaircie. Non seulement la classe ouvrière tout entière approuverait, se mobiliserait ; mais comme le mouvement d'août 53 l'a montré, les classes moyennes de ce pays assureraient cette mobilisation ouvrière de son soutien, et ce soutien serait d'autant plus puissant que la classe ouvrière agirait fermement. Et une telle mobilisation du pays rendrait impossible la politique de préparation à la guerre de l'impérialisme français.

Les militants communistes commencent à tirer la leçon d'août 53. Sous leur pression, la direction doit bouger. Nous ne sommes pas contre des accords entre partis, écrit Lecœur, tandis qu'aux militants on explique : ça ne peut venir qu'après que vous aurez réalisé le front unique à la base. Non, ce n'est pas une opération qui s'effectue en deux temps ; pour quelques sections socialistes qui ont répondu positivement aux lettres des sections communistes, combien d'autres se réfugient derrière la discipline de leur parti. Il faut imposer une action simultanée du haut en bas pour le front unique, et la direction socialiste aura d'autant plus de difficultés à se dérober qu'il sera fait une proposition claire, précise, celle d'un gouvernement P. C. - P. S. Au cours du mouvement, le rédacteur du « Monde » a voulu effrayer les chefs socialistes avec cette perspective :

« ... le Parti Socialiste est-il prêt à trans-  
» porter sur le plan parlementaire l'unité  
» d'action réalisée sur le terrain revendicatif,  
» et à constituer avec les communistes le  
» gouvernement enfin à l'image du pays réel  
» que ceux-ci appellent de leurs vœux » (13 août).

Si la direction du P. C. formulait vraiment ce vœu que personne n'a entendu ou lu, si elle s'adressait clairement à la direction du P. S., ou bien celle-ci serait contrainte de céder ou bien l'unité d'action des masses se ferait alors sans elle pour changer le gouvernement et le régime.

Pierre FRANK.

REUNION DES  
AMIS DE LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

“Août 1953”

par P. GIRAUD

Vendredi 2 octobre, à 20 h. 30

aux Sociétés Savantes, salle J,

rue Serpente

## “Indépendance totale !” Seule réponse à la politique de force des colonialistes

Après le coup de force de la déposition du Sultan du Maroc on a assisté à un curieux spectacle dans les milieux bien pensants de la bourgeoisie française. Dans les cercles gouvernementaux et dans la presse on s'est plaint d'avoir été mis « devant le fait accompli » ! Cette comédie jouée après le coup de force est au moins aussi odieuse que le coup de force lui-même. Le soi-disant conflit entre le gouvernement et la Résidence tenait en réalité dans le fait que le gouvernement craignait les contre-coups de la politique de force préconisée par les colons et la Résidence, alors que ceux-ci étaient décidés à tenter cette épreuve et cela d'autant plus que les milieux bourgeois de la métropole n'avaient rien d'autre à proposer. En réalité la bourgeoisie tout entière souhaitait le coup de force, toute entière, gouvernants compris. Elle en est responsable et les lamentations a posteriori ne font qu'aboutir à une division du travail. Aux colonies, l'aile marchante de la bourgeoisie frappe. En France on dit à l'opinion publique : « Je n'y suis pour rien, ce n'est pas ma faute ».

Le leçon de ces événements, c'est que dans la situation actuelle de crise de l'impérialisme, celui-ci ne peut maintenir sa domination aux colonies là où elle tient encore qu'en frappant toujours plus fort et non en faisant d'irréalisables concessions.

Cette leçon, la classe ouvrière de ce pays et les masses opprimées des territoires coloniaux doivent sérieusement en tenir compte. Elle se trouve encore soulignée par l'attitude des Etats-Unis qui à l'O.N.U. ont apporté leur soutien à la France dans l'affaire marocaine, en échange d'un vote des délégués français favorable à la position américaine dans la question de la Corée.

Que ce soit sur le plan national, que ce soit sur le plan mondial, la bourgeoisie tout entière, les impérialismes unanimes, veulent écraser le mouvement d'indépendance des peuples coloniaux. C'est pour eux un impératif fondamental pour la préparation d'une troisième guerre.

Tout espoir en des courants « plus compréhensifs des besoins des peuples coloniaux » serait dans la situation actuelle la plus tragique des illusions. Les masses coloniales ne peuvent compter que sur leurs propres forces et sur l'aide du prolétariat mondial.

Dans l'approche du grand conflit mondial de classe qui se prépare elles sont d'ores et déjà toutes dans le camp du prolétariat et de la révolution. Toute illusion de trouver des appuis dans le camp d'en face ne fera que les exposer aux coups de leurs ennemis. C'est ce qui vient de se passer au Maroc, c'est ce qui ne doit plus se reproduire désormais.

Certes le coup de force marocain n'a pas pour autant résolu définitivement le problème au profit de l'impérialisme.

Les masses marocaines malgré tous les Glaouis et autres cavaliers du désert n'ont pas accepté le coup de force et n'ont en rien renoncé à leur lutte pour l'indépendance. De son côté l'impérialisme sait que son succès sera sans lendemain s'il ne pousse pas plus loin. Et à l'heure actuelle on songe sérieusement à rééditer le même coup de force en Tunisie. Le problème en effet est avant tout Nord-Africain et l'impérialisme le sait bien qui porte successivement ses coups sur chacun des trois pays en essayant de les battre séparément. Et les masses Nord-Africaines devront y répondre en unifiant définitivement leur lutte.

Les trois impératifs qui s'imposent désormais aux dirigeants des mouvements d'indépendance en Afrique du Nord sont donc : regrouper les masses sur la seule perspective de l'indépendance totale, créer un solide front de lutte de toute l'Afrique du Nord, renforcer la liaison entre la lutte des masses nord-africaines et le mouvement ouvrier de la Métropole.

C'est par ces moyens que peuvent être tenus en échec les nouveaux coups de force que l'impérialisme prépare.

Henri VERNIER.

Le 9<sup>e</sup> congrès du P.C.I. (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) a tenu ses travaux en juillet dernier. Ce congrès, un des meilleurs certainement que l'organisation trotskyste ait jamais eus en France a révélé combien était réelle l'amélioration de notre parti et valable notre nouvelle orientation.

En effet, si le Parti est sorti diminué quantitativement de la scission du groupe Lambert - Bleibtreu, il a pu enfin au cours de cette année s'engager, dans la cohésion la plus parfaite possible, sur la ligne du 3<sup>e</sup> congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale. L'exacte compréhension du mouvement ouvrier français sur laquelle ont été éduqués, depuis le 8<sup>e</sup> congrès, les militants du parti, a permis à tous, de remporter au cours de l'année des succès réels dans leur secteur de travail. L'agitation à côté des masses a fait place au travail patient et opiniâtre au sein même des masses les plus éduquées politiquement et les plus combattives.

Mais il faut dire aussi que nos réussites ont été favorisées au cours de l'année passée par la crise du stalinisme qui, ainsi que nous l'avions prévu, n'a pas pris le caractère de rupture sur la gauche, mais d'une politisation interne de plus en plus poussée.

Les travaux du congrès ont duré trois jours ; la participation des délégués, spécialement des délégués ouvriers y fut très importante et très riche car chacun de ceux-ci se servit de sa propre expérience pour la généraliser au niveau des problèmes que notre organisation avait à analyser et à résoudre.

La première journée fut consacrée au salut du délégué de l'Internationale et à la discussion sur la situation internationale. Plusieurs interventions montrèrent combien était profonde la crise de l'impérialisme et combien était nécessaire en conséquence pour lui, le déclenchement de la troisième guerre mondiale.

La crise du stalinisme en U.R.S.S. même fut enregistrée comme un élément tout à fait favorable pour le développement de la révolution dans le monde et comme la preuve que l'U.R.S.S. n'est pas à l'abri de la poussée révolutionnaire internationale. Le rapport aussi bien que les interventions, révélèrent que tout le parti était d'accord qu'à l'origine des difficultés de la bureaucratie russe, se trouve non les querelles de tel ou tel clan bureaucratique, mais l'évolution du rapport des forces en U.R.S.S. même, qui est de plus en plus en faveur du peuple soviétique. La crise du stalinisme fut aussi analysée dans les pays de démocratie populaire et il fut insisté sur la nécessité devant laquelle se trouvait la bureaucratie de Moscou et les directions indigènes, de faire des concessions aux masses de ces pays, pour éviter d'en perdre le contrôle. Tous ces facteurs rendent inéluctable le règlement de compte final entre les classes qui entraînera aussi le renversement de la bureaucratie russe.

## Préparation aux combats d'août

La seconde journée fut réservée à l'étude de la situation en France : situation économique et politique, politique de la bourgeoisie, situation dans le mouvement ouvrier, crise du stalinisme, poussée à gauche des masses qui, dans leur ensemble, restent fidèles à leurs organisations traditionnelles mais cherchent à leur imposer de plus en plus un cours gauche.

La riche expérience faite par le parti depuis un an, aussi bien dans la région parisienne qu'en province permit à cette discussion d'atteindre un niveau vraiment très élevé. Les interventions des délégués démontrèrent leur réelle compréhension du haut degré de combativité et de politisation de la classe ouvrière de France.

Le congrès s'orienta sur la perspective du déclenchement de grandes luttes ouvrières à brève échéance. Ce pronostic devait trouver une confirmation éclatante moins de quelques semaines après et donner à chaque camarade en lutte la possibilité de se servir dans l'action des acquis du congrès. En ce qui concerne la crise du P.C.F., le congrès insista sur le fait que, si l'affaire Marty-Tillon n'y a suscité, ainsi qu'il était prévisible, aucune rupture valable, celui-ci a commencé à perdre de sa cohésion intérieure. Toute l'évolution de la situation poussera encore à la politisation des militants et au renforcement de leur désir de voir leur parti appliquer une politique énergique et radicale. La question la plus importante en conséquence pour le P.C.I. c'est d'œuvrer à accentuer encore la politisation des militants du P.C.F. Analysant par ailleurs la politique des dirigeants stalinien, le congrès insista sur le fait que ceux-ci, se trouvent en deçà des aspirations des masses travailleuses et cela essentiellement parce que leur politique reste fixée par les impératifs de Moscou.

La recherche de la « coexistence pacifique » a pour conséquence d'amener les dirigeants du P.C.F. à freiner à leur manière le mouvement des masses, qui risquerait s'il allait trop loin de remettre en cause l'équilibre actuel du monde.

Le congrès insista sur le front unique communiste-socialiste comme moyen essentiel de retourner la situation en France ; front unique qui trouve un écho de plus en plus profond chez les travailleurs. Le mot d'ordre central du parti pour la période à venir fut à nouveau précisé comme devant être celui du front unique communiste-socialiste et du gouvernement de front unique des deux grands partis ouvriers.

Au cours de sa troisième séance le congrès aborda les problèmes d'organisation. Le bilan du parti depuis un an fut jugé comme étant positif. Mais les nombreuses interventions qui eurent lieu dans ce débat révélèrent la volonté de tous, d'intensifier l'expression extérieure du parti pour la période à venir. En conséquence le congrès chargea la nouvelle direction de mettre au point les formes d'organisation qui permettront d'avancer encore dans ce domaine.

L'élection du Comité central permit au congrès de donner au parti une direction émanant vraiment de la volonté des militants et capable en conséquence de leur inspirer une confiance totale.

Le 9<sup>e</sup> congrès du P.C.I. a été pour tous ceux qui y ont assisté une source d'optimisme et la garantie que notre organisation affrontera les grands événements qui se préparent avec une cohésion et une compréhension des événements, adaptées aux besoins de la période. Conscients de nos forces et de nos réelles possibilités, nous nous engagerons dans la lutte finale entre les classes comme une organisation solide, audacieuse et consciente que notre petitesse numérique ne nous empêchera pas d'être un ferment puissant dans les luttes révolutionnaires.

Michèle MESTRE.

## Permanence de LA VERITE DES TRAVAILLEURS

64, rue de Richelieu  
(Bureau 14)

(Ric. 03-52 et la suite). Métro: Bourse

Permanence : Semaine de 17 à 19 h., le samedi, toute l'après-midi.

Abonnement pour la France, de un an : 200 francs.

Envoi sous pli fermé : 400 francs.

« LA VERITE DES TRAVAILLEURS »

64, rue de Richelieu — Paris-2<sup>e</sup>

C.C.P. 6965-68 Paris

## LE CONGRES DE L'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS VIETNAMIENS EN FRANCE

Il a examiné la situation des Vietnamiens résidant en France ainsi que la situation politique internationale et en particulier l'évolution de la guerre au Vietnam.

Il se donne comme devoir de soutenir inconditionnellement la Résistance dirigée par Ho-chi-Minh et de redoubler son action de propagande parmi les masses travailleuses en France.

Toute manœuvre qui tente d'ignorer la Résistance vietnamienne et qui essaye de redorer le blason de Bao-Dai ou de remplacer ce dernier par un quelconque Ngo-dinh-Diem n'aboutit qu'à prolonger la guerre pour le seul besoin stratégique de l'impérialisme américain.

Le peuple de France n'a aucun intérêt dans ces sordides manœuvres. Il désire, comme le peuple vietnamien, la cessation immédiate des hostilités.

(Communiqué.)

Notre journal a été le seul à apporter le point de vue du marxisme révolutionnaire dans la grande lutte entamée entre la bourgeoisie et la classe ouvrière de ce pays et dont les mouvements d'août ont été une phase.

L'effort de parution fait pour cela a représenté pour son faible budget une très lourde charge.

Camarade lecteur, pour qu'elle continue et intensifie sa tâche indispensable dans le combat qui va se poursuivre, envoi-lui ton soutien, abonne-toi, signale-nous des abonnés possibles, aide-nous à faire connaître notre journal aux militants d'avant-garde de la classe ouvrière.

## L'Affaire Marty

Après des mois de silence, un nouvel éclat de Mauvais contre Marty, puis le silence à nouveau. Des milieux bien informés (dans et hors le P.C.F.) disent que des pourparlers entre la direction et Marty ont échoué, après avoir paru aboutir à la réintégration de celui-ci ; qu'il y aurait à présent un *modus vivendi* tacite entre eux et que Mauvais a personnellement ignoré. La vérité à ce sujet ne doit pas être loin de cela. Ce qui se passe à l'insu des membres du parti tout comme le déchaînement de l'an dernier est révélateur d'un régime bureaucratique dans lequel les militants ne peuvent exercer de contrôle tant soit peu sérieux sur la direction.

## SERVICE D'EDITION ET DE LIBRAIRIE

Fournit TOUS les LIVRES, TOUS les DISQUES, les jeux éducatifs, les reproductions d'ART, etc.

Pour la rentrée des classes, commandez vos livres, manuels, etc. (Livraison sous huit jours)

## Quelques leçons d'août 1953

Il y a un mois, la grande grève d'août atteignait son point maximum, au moment d'ordinaire le plus creux de l'année, en pleine période de congés payés.

Nous avons dit, dans nos deux numéros spéciaux du mois d'août la signification profonde de cette grève qui a mis en mouvement plus de quatre millions de travailleurs, de toutes catégories, a été suivie passionnément par des millions d'autres et a éveillé une sympathie active dans de très larges couches de la petite bourgeoisie. Par delà les décrets-lois et les revendications de salaires, un mouvement de cette ampleur posait le problème de renversement du gouvernement des capitalistes.

Le levier pour cela était donné par la puissante poussée unitaire qui se développait parallèlement à la force du mouvement.

L'unité d'action réalisée sur le plan syndical et concrétisée par un puissant réseau de comités de grèves et de comités d'unité d'action tendait à se développer sur le plan politique en un front unique Communiste-Socialiste. Le nombre des résolutions communes adoptées par les sections de ces deux partis croissait, le P.C. et le P.S. défendant des mots d'ordre voisins ; enfin, la direction du P.C. faisait à celle du P.S. une proposition d'unité d'action des groupes parlementaires pour la convocation du Parlement.

Malgré le caractère limité des mots d'ordre politiques mis en avant : abrogation des décrets-lois, convocation du Parlement, le mouvement d'août était profondément politique : il mettait en question la politique du gouvernement, c'est-à-dire celle de la bourgeoisie. Or, à des détails près, celle-ci n'a pas de politique de changement à la politique de préparation à la guerre qu'elle poursuit actuellement.

C'est pourquoi, depuis août, la presse bourgeoise se livre à des réflexions — que la peur qu'elle a éprouvée rend quelquefois pertinentes — sur le caractère de ce mouvement et ce qu'il présage.

Le Monde en particulier, a publié plusieurs articles dans lesquels la grève d'août est décrite comme un avertissement sérieux mettant en évidence le haut degré de tension entre les classes auquel on est arrivé aujourd'hui dans ce pays, ainsi que les possibilités accrues d'un front unique P.C.-P.S.

Ce sens anti-capitaliste profond du mouvement était aussi inscrit dans la conscience des travailleurs en lutte. Or, ce sont ceux qui le dirigent — les directions du P.C. et du P.S. — qui pratiquement nient le caractère politique de la grève d'août.

Pour le P.S. dont l'opposition est une

opposition dans le cadre du régime capitaliste lui-même, il est évidemment difficile d'admettre — et de souligner — que les tendances profondes du mouvement allaient vers le renversement du régime dont les leaders se déclarèrent les « gérants loyaux ».

Face à l'énorme poussée unitaire qui s'est exprimée en août de façon massive et continue maintenant sous d'autres formes les dirigeants de ce parti essaient vainement de regrouper, en dehors du P.C., une « gauche » qui soit à la mesure de son réformisme. Ils se plaignent amèrement, par la bouche de Guy Mollet, que la présence du P.C.F. (en réalité celle des millions de travailleurs qui suivent celui-ci et qui, unis aux travailleurs socialistes chrétiens, sans parti, veulent que « ça change ») empêche la réalisation de ce regroupement.

Guy Mollet peut s'approprier à verser des larmes encore plus amères car la volonté de front unique des travailleurs va s'intensifier encore : les résolutions communes des sections Socialistes et Communistes continuent, un courant important d'adhésion à la C.G.T. — de la part d'inornés surtout — est la marque de l'approbation de la tactique unitaire et déjà la violente réprobation manifestée par les travailleurs devant la trahison F.O.-C.F. T.C. du 20-21 août, a empêché le P.S. de cautionner l'action de la centrale apparentée F.O.

Mais qui va utiliser ce puissant levier dans le sens voulu par les travailleurs : celui du renversement du gouvernement Laniel-Bidault, celui de l'instauration d'un gouvernement des travailleurs ? Que va faire le P.C.F. vers qui se tournent des millions de travailleurs ?

Nous avons déjà dit qu'en août, si la C.G.T. a eu une position correcte à l'échelle des corporations en lutte en n'introduisant pas d'autres mots d'ordre que ceux de tous les grévistes, elle a commis une faute importante en ne faisant pas de proposition de réunion inter-confédérale pour l'extension et l'approfondissement du mouvement.

Cette carence est elle-même liée à la politique du P.C.F. durant toute la grève : se bornant à mettre en avant les mots d'ordre d'abrogation des décrets-lois et de convocation du Parlement — d'ailleurs pour ce dernier 48 heures après le P.S. — il s'est refusé à mettre en avant un mot d'ordre gouvernemental qui seul aurait pu donner au mouvement l'élan et la force rendant possible son extension.

Alors que les millions de travailleurs en grève posaient le problème dans les faits, la direction du P.C.F. était muette à ce sujet et même freinait ses propres militants qui, traduisant la volonté des tra-

vailleurs dont ils dirigeaient la lutte, posaient eux-mêmes ce problème.

Ce que l'édito de *l'Humanité* du 16 septembre exprime, à savoir que ce que le peuple de ce pays veut abroger, ce n'est pas seulement telle ou telle mesure du gouvernement mais « encore veut-il opérer un changement radical de toute la politique de classe et de guerre qui les commande », pourquoi ce journal ne le disait-il pas pendant la grève d'août et n'indiquait-il pas l'objectif politique pour y parvenir ?

Tout s'est passé comme si la direction du P.C.F., manquant d'une orientation précise, avait porté tout son effort à ne pas se laisser dépasser par un mouvement dont elle ne voulait pas de ce fait exprimer l'objectif véritable : un gouvernement P.C.-P.S. au service des travailleurs. Un tel objectif aurait en effet rendu nécessaire la mise en avant de la seule vraie politique de front unique, le front unique de la base au sommet qui se serait exprimé concrètement par des propositions de la direction du P.C. à celle du P.S. pour la conclusion d'un pacte d'unité d'action en vue de l'élaboration d'un programme minimum commun pouvant servir de base à un gouvernement de front unique des Partis.

Une telle politique aurait reçu des comités d'unité d'action déjà existants un appui enthousiaste. Elle en aurait fait naître une multitude d'autres et cette action réciproque de la base et du sommet aurait amené le P.S. à une situation difficile où il risquait, en persistant dans son attitude sectaire, d'être submergé.

Mais cela la direction du P.C.F. ne l'a pas voulu.

D'autres occasions vont se présenter.

La grève d'août a révélé en pleine clarté l'énorme combativité des masses travailleuses et leur profonde maturité politique, face à un capitalisme pourrissant.

Il dépend de la politique que les militants imposeront à la direction du plus puissant parti de la classe ouvrière de ce pays, que cette bourgeoisie pourrissante soit balayée ou qu'un sursis lui donne la possibilité de poursuivre sa politique de surexploitation et de risquer quelque aventure sanglante.

Les militants du P.C.F. qui, au contact avec les masses travailleuses sentent et expriment leur volonté devront faire entendre cette volonté jusqu'au Comité Central, jusqu'au B.P. de leur parti pour que par une juste politique de Front Unique de la base au sommet la situation actuelle soit renversée au profit des travailleurs.

L. PERIER.

# L'aube de la révolution politique en U.R.S.S.

« Tous les indices nous portent à croire que les événements amèneront infailliblement un conflit entre les forces populaires accrues par le développement de la culture et l'oligarchie bureaucratique. » Trotsky écrivait ceci en 1936, dans son livre « La Révolution trahie ».

Les indices qui lui permettaient de juger ainsi le développement de la situation en U.R.S.S. étaient alors très faibles, et il fallait toute la clairvoyance de Trotsky pour formuler une pensée si précise. Depuis la mort de Staline, les événements qui se sont succédé à une cadence accélérée en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires sont venus confirmer d'une façon éclatante son jugement qui a été celui de notre mouvement, seul à soutenir une telle pensée jusqu'à maintenant.

Car maintenant les indices microscopiques de 1936 sont devenus une gigantesque réalité ; réalité cuisante pour la bureaucratie ; espoir pour la révolutionnaire du monde entier qui voit se lever pour les millions de militants communistes un coin du masque de la bureaucratie stalinienne.

Si d'un côté les forces révolutionnaires du prolétariat et des peuples coloniaux n'ont cessé de modifier à leur avantage le rapport des forces avec le système capitaliste depuis la deuxième guerre mondiale, elles auront d'un autre côté bouleversé profondément le rapport de force entre elles et la bureaucratie et ceci précisément d'une manière plus sensible et plus apparente depuis la mort de Staline en U.R.S.S. même, bastion de la bureaucratie, et dans les démocraties populaires.

Chacun a en mémoire les événements de juin à Berlin-Est. La formidable explosion gréviste aura été le signal d'alarme pour la bureaucratie qui a dû reculer devant la pression des masses et retirer les mesures de restrictions prises.

Ces événements sont d'une importance capitale pour l'avenir de la bureaucratie. Les explications fournies par « l'Humanité » en France n'ont pas trompé les militants communistes. S'il est vrai que des provocateurs de Berlin-Ouest se sont introduits dans le magnifique mouvement des ouvriers de Berlin-Est, il n'en reste pas moins que celui-ci est parti des chantiers et des usines où les ouvriers, depuis déjà longtemps, réclamaient de meilleurs conditions de vie de la part du gouvernement Grotewohl.

L'autocritique des dirigeants du S.E.D. est là pour montrer à quel point la politique économique et sociale stalinienne est erronée. Et c'est sous cette pression ouvrière qu'ils sont obligés de libéraliser le régime, d'accorder les revendications aux ouvriers.

Ce phénomène s'est répercuté dans les démocraties populaires d'une façon très importante.

Sans événements spectaculaires comme à Berlin-Est, en Hongrie, le bouleversement dans l'équipe dirigeante, l'autocritique de Nagy qui en définitive est un reniement presque complet de la politique passée, marque à quel point il a fallu soulever le couvercle de la marmite pour qu'elle n'éclate pas.

Mais ces événements et leur répercussion ne sont qu'un premier stade de l'évolution de la situation en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires. La politique de libéralisation que la bureaucratie est contrainte de réaliser est une arme dangereuse pour elle. Si momentanément elle lui permet de reprendre en main les partis communistes et d'éloigner comme dans le S.E.D. les éléments allant trop loin dans les concessions aux ouvriers, elle s'est engagée en définitive dans une voie irréversible. Malgré le nouveau visage qu'elle se donne la bureaucratie, elle n'en reste pas moins un organisme parasitaire, empêchant le plein développement économique et social. Elle s'accrochera à ses privilèges, mais sa résistance peut être plus faible qu'elle ne paraît devoir l'être si elle se trouve en présence d'une pression énergique des masses. Les ouvriers de Berlin-Est en ont fait la démonstration.

Cette étape — le renversement du pouvoir bureaucratique et le rétablissement de la démocratie ouvrière — sera franchie en U.R.S.S. même, dans une situation où le rapport de force entre la bureaucratie et les masses sera plus favorable pour celles-ci qu'elle n'est actuellement.

C'est la raison de notre optimisme et de notre certitude de la victoire de la classe ouvrière. Ce sont les vieilles traditions bolcheviques, communistes qui ont gouverné l'action des ouvriers de Berlin-Est ; elles gouverneront les actions des millions de communistes qui porteront le coup de grâce au vieux régime capitaliste.

P. GRAUD.

(Nous invitons nos lecteurs à se reporter à « Quatrième Internationale » (juillet 1953) au sujet de ces événements en U.R.S.S. et à Berlin-Est.)

Pour suivre ce qui se passe dans le monde entier, lire :

« QUATRIEME INTERNATIONALE »

Le n° 150 fr. — Commandes à « La Vérité des Travailleurs »

C.C.P. 6965-68 Paris

# JOURNEE REVOLUTIONNAIRE A CEYLAN

A la suite du meeting monstre qui se tint le 23 juillet à Galle Face Green, sous les auspices de tous les partis d'opposition, et qu'une attaque policière aux gaz et à coups de matraque ne put disperser, il se constitua un comité ayant pour objectif de poursuivre l'action en ce qui concerne : a) la suppression des subsides pour abaisser le prix du riz ; b) les autres attaques contre le standard de vie des masses ; c) les attaques contre les droits démocratiques par interdiction de démonstrations à Colombo, les restrictions concernant l'emploi de haut-parleurs, etc.

A ce comité, on s'occupa de la suggestion des syndicats pour une journée de grève de protestation, et celle d'un « hartal » le même jour.

La grève et le hartal, en tout ce qui concerne la préparation et les objectifs, furent l'œuvre du LSSP (section cinghalaise de la IV<sup>e</sup> internationale) et du P.C. (Dans la péninsule nordique de Jaffna seulement, la participation du parti fédéraliste contribua à renforcer le hartal).

## LE 12 AOUT

Au matin du 12 août, les rues des principales villes et notamment de Colombo étaient désertes. Ceci fut provoqué principalement par le plus grand arrêt des transports qu'on ait vu à Ceylan. A la suite de la grève qui commença le 11 août à minuit chez les travailleurs des chemins de fer, les transports par chemin de fer furent complètement disloqués. La plus grande compagnie de bus (celle du sud-ouest) était complètement en grève, et il y avait également grève dans nombre de compagnies plus petites.

La grève était pratiquement totale dans le port, l'usine gouvernementale, le service des ponts et chaussées, les ateliers de chemin de fer, et dans un certain nombre de firmes privées. Dans les plantations où le syndicat cinghalais des ouvriers de plantation (dirigé par le LSSP) avait une base, des dizaines de milliers de travailleurs (y compris un grand nombre de ceux appartenant au Ceylon Workers' Congress) arrêtaient le travail. On ne dispose pas de chiffres exacts, mais POUR UN SEUL district (Ratnapura) on estime que 30.000 ouvriers firent grève ce jour-là. Le nombre total des ouvriers de plantations qui firent grève dépasse certainement 50.000.

Le hartal (c'est-à-dire la fermeture des boutiques, le boycott des écoles, etc.) fut un grand succès dans la plupart des villes et plus encore dans les villages.

Mais le trait le plus significatif du mouvement fut que les masses allèrent plus loin qu'elles n'avaient été appelées à le faire par le comité de la grève et du hartal. Dans pratiquement toutes les régions le blocage des routes (par l'abattage d'arbres à travers les routes, la construction d'obstacles ressemblant à des barricades, et même des obstructions humaines provoquées par un grand nombre de personnes se couchant sur les routes) fut à l'ordre du jour. Dans un grand nombre d'endroits les transports furent obstrués par la coupure des lignes télégraphiques, la destruction de petits ponts, etc. Des bus qui tentèrent de circuler en furent empêchés par des jets de pierres et parfois par intervention des

masses arrêtant les bus sur la route et les renvoyant. A midi les quelques bus circulant à Colombo disparurent de la rue.

Pour être plus certaines de l'arrêt du système des transports, les masses coupèrent les câbles des signaux, enlevèrent des rails, et dans certains cas forcèrent les rares trains à stopper, obligeant les passagers à descendre et à retourner à pied chez eux. Dans un village (Waskaduwa, dans la circonscription de Panadura) des centaines de personnes avaient enlevé plus d'un kilomètre de rails pendant la nuit du 11.

Il y eut de nombreux chocs avec la police et l'armée. Dans certains coins de Colombo il y eut de violentes batailles entre les masses désarmées utilisant des pierres et la police et l'armée. Il y eut des centaines de blessés par le feu de la police et de l'armée. On ne connaît pas encore exactement le nombre de morts.

Dans le village de Egoda Uyana (dans la circonscription de Moratuwa, tout près de Colombo) les femmes étaient au premier rang. Six personnes y furent blessées par la mitraille. Partout les masses montrèrent qu'elles avaient le courage de ne pas reculer en face des balles.

## LA REPRESSION GOUVERNEMENTALE

Dans l'après-midi du 12, le gouverneur général décréta un état d'alerte pour tout Ceylan, et ordonna le couvre-feu pour les provinces de l'ouest et du sud où avaient eu lieu les actions les plus militantes. Par pouvoirs spéciaux, des règlements furent promulgués interdisant meetings et processions, permettant la réquisition de propriétés privées, rendant les grèves dans les services essentiels punissables d'un emprisonnement de 20 ans, appliquant la même sentence à toute tentative de provoquer une pression sur le gouvernement par mot, action ou symbole, rendant punissable de mort le pillage, l'incendie volontaire, le passage dans des régions interdites, etc. Les imprimeries du LSSP et du PC furent mises sous scellés, les bureaux ont été perquisitionnés, et de nombreuses arrestations ont été opérées. Plus d'un millier de personnes sont détenues en prévention (sans libération sous caution), parmi lesquelles des dirigeants du parti.

Le Conseil municipal de Colombo qui avait adopté une résolution soutenant le hartal (par un vote de 14 contre 11, en l'absence d'une majorité de gauche, mais parce que quelques élus de l'UNP furent persuadés de ne pas assister !) et hissa le drapeau noir (symbole du hartal) sur l'Hôtel de Ville, a été suspendu par le gouvernement. De même le Conseil de la ville de Moratuwa qui est contrôlé par le LSSP, et qui participa au hartal en fermant ses bureaux, en arrêtant le travail. Des commissaires ont été nommés pour assurer le travail de ces organismes.

La lutte du 12 août est une étape dans l'histoire de Ceylan. C'est incontestablement le plus grand soulèvement de masse qui a eu lieu dans ce pays au cours de ce siècle (à l'exception peut-être des émeutes raciales de 1915). Ce fut une énorme expérience pour les masses et pour tout le mouvement. Un aspect très important de la lutte est qu'elle ne fut pas limitée aux ouvriers mais entraîna les masses petites bourgeoises pauvres des villes et des campagnes. En fait il

ne serait pas erroné de dire que dans cette action particulière la combattivité des masses rurales fut plus grande que celles des ouvriers des villes.

La lutte a surgi principalement dans un effort pour le rétablissement des subsides pour le riz. Elle s'est développée aujourd'hui à un niveau plus élevé, dans une lutte pour remplacer le gouvernement.

Le 18 août 1953.

# Allemagne

(Suite de la première page)

essentielle du pays à un programme anti-capitaliste et à leurs traditions marxistes. A ces huit millions de voix social-démocrates, il faut ajouter un autre million de voix anti-capitalistes recueillies par les listes du K. P. D. et des « neutralistes ».

La politique du Kremlin et de son gouvernement satellite de l'Allemagne orientale a de son côté contribué par son caractère bureaucratique et oppresseur à désappointer les masses petites bourgeoises et à les polariser autour de la démocratie-chrétienne.

La défaite du parti communiste de l'Allemagne occidentale qui a perdu la moitié de ses voix par rapport aux avant-dernières élections générales, est une autre conséquence de cette politique du Kremlin et du Gouvernement Grotewohl. Les fautes propres du parti s'y surajoutent naturellement. Il faut tenir compte cependant d'autre part qu'une partie des voix recueillies antérieurement par le P. K. D. se sont dispersées cette fois sur les listes du parti « Neutraliste » du Docteur Heineman et de l'ancien Chancelier Wirth, ainsi que sur les listes du parti Social-Démocrate, afin de voter utile, la nouvelle loi électorale promulguée par Adenauer laissant de toute manière peu de chances à un succès pratique des listes du K. P. D.

La victoire d'Adenauer n'est pas une surprise, seule son ampleur a dépassé les prévisions.

Ses conséquences seront multiples. Sur le plan intérieur, elle aggravera le malaise au sein du parti Social-Démocrate, et, dans certaines conditions, elle pourra favoriser la cristallisation d'une tendance de gauche plus consciente, capable d'imprimer une réorientation dynamique de ce parti.

Mais c'est surtout sur le plan extérieur que les conséquences se feront plus amplement sentir. D'emblée l'Allemagne d'Adenauer prend maintenant sa place à la table des « Grands » atlantiques comme quatrième partenaire à côté de la France, revendiquant pour elle de facto le « leadership » atlantique en Europe continentale.

L'axe Washington-Bonn va apparaître maintenant au grand jour, exerçant une pression soutenue sur les pays hésitants encore à s'enrôler fermement dans l'alliance « atlantique » et son armée.

Le projet de la « Communauté Européenne de Défense » et la ratification par tous les Parlements européens encore récalcitrants des accords de Bonn et de Paris, recevront une forte propulsion.

D'autre part, toute la politique atlantique, nettement orientée depuis la victoire républicaine aux Etats-Unis, vers la « libération » plutôt que vers « l'endiguement » risque de connaître une accentuation sérieuse.

Adenauer ne cache pas ses buts d'œuvrer à la « libération des peuples opprimés par la dictature bolchévique, et d'abord de l'Allemagne orientale ». Il ajoute, il est vrai, qu'il veut le faire par « des moyens pacifiques » qui consisteront cependant à augmenter à un tel point le potentiel militaire de l'Alliance atlantique, qu'il provoquera « sans guerre » la capitulation inconditionnelle de l'U. R. S. S. et de ses alliés. Beau rêve « pacifique » en réalité ! Le raidissement de la politique soviétique en Allemagne orientale y était déjà une première réponse.

C'est d'autre part la France qui doit méditer les leçons de la victoire d'Adenauer et tirer toutes les conclusions de la nouvelle position internationale de l'Allemagne. Cet élément pèsera incontestablement sur l'orientation de la politique générale française arrivée à la croisée des chemins : soit une solution de droite sous la forme d'un « Etat fort » solidement encadré dans l'Alliance atlantique élargie à l'Allemagne d'Adenauer ; soit un tournant radical à gauche, première phase de la révolution prolétarienne française.

Les délais se raccourcissent singulièrement en ce qui concerne tout particulièrement la France. Il dépendra en définitive des réactions des masses et du degré de conscience auquel pourront arriver, sous leur forte pression dans les mois à venir, leurs directions traditionnelles, communiste et socialiste, dans des pays comme la France, l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre, que cette nouvelle étape ouverte par la victoire d'Adenauer se termine par un nouvel échec des plans de réaction et de guerre de l'impérialisme atlantique, ou que, le conflit général soit précipité.

15 septembre

M. PABLO.

Imp. Cario - Paris-13

Le Gérant : M. MESTRE.

# VIRAGE A DROITE DU GOUVERNEMENT BOLIVIEN

Alors que la radicalisation des masses ouvrières et paysannes va en s'accroissant et qu'elles sont décidées à faire échec à l'impérialisme et aux féodaux, le gouvernement Paz Estensoro, cédant à la pression des forces réactionnaires, glisse à droite, souligne « LUCHA OBRERA » du 15 août.

Le journal du « POR » écrit notamment :

« Sous prétexte de signer avec l'impérialisme yankee le contrat concernant l'étain bolivien (contrat qui n'a pas encore vu le jour), le gouvernement a montré son adhésion inconditionnelle à la politique d'oppression yankee, et a même voulu entraîner la classe ouvrière à une attitude capitulaire ».

Alors que la « C O B » avait décidé d'organiser les milices ouvrières pour défendre et amplifier la révolution commencée le 9 avril, le gouvernement, se méfiant des ouvriers et des paysans armés, s'est décidé à réorganiser l'armée et l'école militaire, c'est-à-dire une force répressive étrangère aux organisations des masses et contre celles-ci. L'école militaire fonctionnerait sous le même règlement et avec la même structure qu'elle avait à l'époque des gouvernements de l'oligarchie. Déjà on a commencé à faire une discrimination de classe (parmi les candidats à l'école). Comme jadis, le fait de porter un nom aristocratique constituera un titre indiscutable pour être admis à l'école ».

Devant le clergé, ce foyer de conspiration réactionnaire, « le gouvernement

est en retraite... A un certain moment celui-ci avait mené, bien que maladroitement, la guerre contre une partie de l'Eglise, mais sans se décider à toucher les deux piliers du clergé : son pouvoir économique et son influence décisive dans l'enseignement ». De son côté, « le clergé a engagé la lutte antigouvernementale, et il y a marqué des points ».

Le décret sur la réforme agraire est pour « LUCHA OBRERA » une preuve des plus illustratives du virage à droite du gouvernement.

D'autre part, il semble que le cabinet Paz Estensoro est secoué par une crise mettant en question la « coexistence pacifique » des deux ailes du MNR, crise qui s'est encore vue alimentée par les divergences survenues lors de la discussion du décret sur la réforme agraire.

E. GERMAIN :

## LES PROBLEMES ECONOMIQUES DE L'U.R.S.S.

(la société soviétique vue dans le miroir du dernier article de Staline)

La brochure : 80 fr.

M. PABLO :

## LA GUERRE QUI VIENT

(Capitalisme ou socialisme)

La brochure : 200 fr.

## Que ferons-nous la prochaine fois ?

Aujourd'hui, c'est ainsi que s'abordent les ouvriers dans les usines. La date de la bataille peut prêter à controverses, mais l'impérieuse nécessité de celle-ci ne fait aucun doute pour l'ensemble des travailleurs.

La « remontée » de la classe ouvrière largement exprimée dans ces colonnes, en avril-mai lors de la grève Renault, et que les grèves d'août 1953 ont illustrée d'une manière grandiose, connaît maintenant un palier consécutif à la trahison du 20 août des dirigeants cheminots et postiers FO et CFTC.

C'est cette pause qui est mise à profit par la classe ouvrière pour assimiler toute la riche expérience accumulée pendant ces derniers mois.

Avons-nous utilisé toutes les possibilités pour pousser le combat le plus loïn et le plus haut possible ? Comment vont se dérouler les prochaines luttes ?

Déjà, en avril-mai, nous avons essayé dans ces mêmes colonnes de tracer les traits dominants des combats qui s'engageaient.

1° La grève même limitée à quelques centaines d'ouvriers, comme ce fut le cas pour la grève du département 77 (Sellerie) chez Renault ne se circonscrivit pas seulement à des revendications locales mais AU CONTRAIRE SE DECLEN- CHE AVEC UN PROGRAMME LARGE (augmentation uniforme de salaire, trois semaines de congés payés, conventions collectives, etc.).

2° Le comité de grève regroupant des adhérents de toutes les organisations syndicales et inorganisés fonctionne DEMOCRATIQUEMENT ET ASSURE LA DIRECTION PERMANENTE DE LA LUTTE EN LIAISON AVEC TOUTES LES ORGANISATIONS SYNDICALES DONT IL NE SE CONSIDERE PAS L'ENNEMI MAIS LE COMPLEMENT INDISPENSABLE.

3° C'est le comité de grève qui prend l'initiative de convoquer en assemblées générales les militants des AUTRES USINES POUR COORDONNER ET ETEN- DRE LA LUTTE. Ces assemblées connaissent un succès plus grand que celui recueilli par l'appareil syndical le plus puissant et impulsent la réalisation de l'unité d'action entre organisations syndicales à des échelons de plus en plus élevés (local, régional, national).

4° A la reprise du travail, décidée par les travailleurs eux-mêmes, le comité de grève se transforme en comité d'action. L'unité est préservée à la base MEME si cette unité a disparu entre organisations syndicales. En reprenant le travail, les travailleurs ne sont pas BATTUS, MAIS AU CONTRAIRE, LEUR COMBATIVITE S'EXACERBE.

### Toutes ces caractéristiques du mouvement se sont accusées au cours des grèves d'août, atteignant un niveau supérieur

Les comités de grève de postiers, cheminots, services publics, etc., ont coordonné leur action sur le plan local ou même régional sous la forme d'assemblées communes, et ont souvent décidé de ne reprendre le travail ENSEMBLE qu'après satisfaction de leurs revendications.

A LA BASE, les comités de grève de lutte ou d'action ont CONSTAMMENT aspiré à la réalisation d'une DIRECTION NATIONALE UNIQUE permettant la jonction avec TOUTES LES CORPORATIONS. PLUS QUE JAMAIS LES TRAVAILLEURS EXIGENT LA REALISATION DU FRONT UNIQUE ENTRE CONFEDERATIONS C.G.T. - F.O. - C.F.T.C. de la base au sommet et du sommet à la base.

Cette volonté des travailleurs s'exprime par la CONDMINATION PAR TOUS LES TRAVAILLEURS DE TOUS POURPARLERS ET ACCORDS SEPARÉS AVEC LES PATRONS ET LE GOUVERNEMENT.

C'est pour avoir cyniquement ignoré ce désir profond des travailleurs que F.O. et C.F.T.C. se sont discréditées. Leur poids spécifique dans la classe ouvrière a CONSIDERABLEMENT DIMINUE.

De nombreux rapports de métallos au parc de BAILLET le 12 septembre signalent l'effacement de nombreuses sections syndicales F.O. Léon Mauvais lui-même dans son discours de clôture dut leur rappeler que F.O. et C.F.T.C. n'étaient pas encore « enterrées ».

En regard de la baisse d'autorité de F.O. et C.F.T.C. l'influence de la C.G.T. s'est largement accrue même si organisationnellement elle n'en a pas encore tiré l'entier bénéfice. Incontestablement, les travailleurs reconnaissent que c'est elle qui a su le mieux lier son action à celle des comités d'unité d'action.

### ET MAINTENANT ?

La Commission supérieure des Conventions collectives se réunit avant fin septembre. Evidemment, sa convocation aujourd'hui n'a plus le même sens qu'au mois d'août, période où des millions de travailleurs étaient en grève. L'Etat patron va manœuvrer en présentant SES indices truqués.

A cette réunion les représentants des travailleurs (en l'espèce les dirigeants des organisations syndicales dites représentatives) n'ont pratiquement qu'un rôle consultatif.

On se rappelle qu'à la précédente session, en 1951, le ministre du Travail leva la séance alors qu'il était mis en minorité et que depuis il ne l'avait plus convoquée.

Des millions de travailleurs ont les yeux fixés sur cette réunion. Ils ne doivent pas se faire d'illusions. La simple discussion autour du tapis vert ne règlera rien quant à leurs revendications générales. C'EST L'ACTION ET L'ACTION SEULE qui peut amener les patrons à capituler.

AU BLOC UNI DES PATRONS DOIT S'OPPOSER LE BLOC UNI DES OUVRIERS. C'EST LA C.G.T. qui doit prendre l'initiative de proposer le FRONT UNIQUE AUX AUTRES ORGANISATIONS OUVRIERES PRESENTES A CETTE REUNION.

SON PROGRAMME : LE MINIMUM VITAL ET LES REVENDICATIONS DU MOIS D'AOUT.

Nul doute que toute la classe ouvrière est prête au combat

R. DUPARC.

### LES GREVES A MARSEILLE

—Le mouvement se déclenche dans l'unité la plus complète. Climat : unité et combativité. Cheminots et postiers mènent essentiellement la lutte.

— Dans les premiers jours, les métaux C.G.T. donnent l'ordre — non suivi — d'occupation des usines. Au troisième jour un secrétaire fédéral fait à l'assemblée générale des cadres l'autocritique de cette position.

Les ordres de reprise F.O.-C.F.T.C. tombent à plat. A la vieille Bourse du Travail (siège de F.O.), assemblée tumultueuse de postiers qui se termine par des lacerations de cartes F.O. (une trentaine devant la porte de la Bourse).

Dans les métaux, malgré la défection de Coder (plus grosse boîte de Marseille, qui

a subi une répression et une épuration des « meneurs »/depuis plusieurs années) le mouvement est unanime et solide : sortie dans l'ordre, peu de jaunes, rentrée des ouvriers dans l'ordre, absolument pas battus.

A noter comme thermomètre de la période une déclaration de tous les syndicats de police, y compris C.R.S., solidaire « de cœur » avec les revendications et s'engageant à ne pas remplacer, si on leur en donnait l'ordre, les fonctionnaires ou les fonctions publiques en grève !!!

De grandes luttes se préparent. La cote de la C.G.T. est montante ; elle recrute. L'atmosphère n'est pas du tout celle d'une défaite mais il y a un manque de politisation des objectifs très sensible.

## LA RÉUNION DES MÉTALLOS A BAILLET

Chaque année se tient à Baillet l'assemblée des militants de la métallurgie de la région parisienne. La réunion de cette année fut imprégnée de la situation créée par les grèves dans le secteur public.

La plupart des interventions démontrent les nombreux exemples de front unique à la base, la trahison des directions réformistes qui font que le mot d'ordre des comités d'unité d'action doit être la tâche numéro 1 dans l'entreprise.

D'autre part, la nouvelle situation présage de grandes luttes pour un avenir proche et impose la nécessité pour la C.G.T. de se préparer à tenir le rôle essentiel qui lui revient à la tête de la défense des revendications immédiates de la classe ouvrière.

Le mot d'ordre des comités d'unité d'action est juste et il faut appuyer sans réserve à la formation de ceux-ci. Mais la définition qu'en donne Léon Mauvais dans son rapport risque de favoriser à présent les tendances sectaires, car avec celle-ci : « ... Les comités doivent être composés d'hommes et de femmes ELUS » il tente de réaliser le front unique en ignorant les autres syndicats et ne pose pas les véritables conditions de celui-ci, à savoir mettre les directions au pied du mur et constituer aussi avec celle-ci des comités comprenant des inorganisés.

C'est en réalité ce qui s'est fait dans les entreprises avant Baillet et ce qui se fera encore après, car il est manifeste que la vie d'organismes composés de gens élus dans les équipes sans distinction d'appartenance syndicale en dehors des périodes de luttes semble très difficile.

Léon Mauvais mit ensuite l'accent sur la nécessité de renforcer la C.G.T. et de grossir ses rangs, mais il est certain qu'une meilleure politique unitaire réelle avec les organisations syndicales existantes, avec des propositions de front unique au sommet, favoriserait considérablement le renforcement de la C.G.T.

Ceci, à la veille de la réunion de la Commission des Conventions collective, au moment où la nécessité se fait sentir de se mobiliser rapidement pour l'augmentation générale des salaires, contre les décrets-lois réactionnaires, les militants de la métallurgie le comprendront.

(Correspondant.)

## Opposition dans "Force Ouvrière"

Le rôle joué par les dirigeants F.O. dans la trahison des grèves d'août a créé de profonds remous au sein de cette confédération.

Dans les Fédérations de cheminots et des Postes le mécontentement explosif au début et suscitant de nombreuses démissions ne s'est cependant généralement pas traduit par une sérieuse lutte d'opposition. Par contre, dans certaines Fédérations comme les employés, les métallos, l'habillement, le mécontentement a pris une forme plus organisée. Dans plusieurs assemblées générales on a réclamé la démission du Bureau confédéral et la constitution d'un cartel des Fédérations en désaccord avec lui.

Contraint de convoquer d'urgence un Comité confédéral national, le Bureau confédéral a réussi à y faire approuver sa politique. Cependant, pour la première fois depuis longtemps dans F.O., on a vu toute une série de dirigeants de Fédérations et d'Unions départementales attaquer violemment la politique confédérale.

Mais cette opposition ne se fit que sur des points séparés les uns des autres et ne parvint pas à dégager un programme d'ensemble, à opposer à l'attitude de collaboration de classe de la direction. Elle s'exprima avec plus de force sur la nécessité de convoquer un congrès extraordinaire. Mais n'étant pas unie sur un programme d'ensemble, elle attaqua en ordre dispersé et même sur le problème du congrès extraordinaire deux textes différents furent présentés.

Il est évident que le rapport de force au sein de la confédération n'est nullement représenté par les votes au CCN (une dizaine d'opposants contre 150). Et même les dirigeants opposants ont eu une position bien moins radicale que leur base.

Le mécontentement dans la base est si profond qu'il est très possible qu'une véritable tendance d'opposition se dégage prochainement dans l'ensemble de la confédération.

Le problème essentiel qui se pose est l'unification de tous les courants oppositionnels, déjà existants sur un programme cohérent capable de lutter dans la confédération pour une véritable orientation de lutte de classe.

Un correspondant.

## Gestion et Contrôle ouvrier

(Suite de la page 1)

vigilance et le contrôle rigoureux des travailleurs ; c'est ce qui a été compris. Partout le comité de grève s'est imposé comme une direction ayant un pouvoir réel, dans les P. T. T., les chemins de fer, les hôpitaux et services municipaux.

Le contrôle des travailleurs a permis d'assurer les cas d'urgence et de sécurité, tout en défendant leur mouvement contre les attaques de la réaction.

Relevons l'importance de la création de comités de coordination entre les diverses corporations pour le meilleur fonctionnement et la défense en commun de leur grève : les postiers et les cheminots, par exemple, dont certains accords conditionnaient la reprise du travail des uns à celle des autres, ou encore tel centre P. T. T. d'une gare parisienne s'engageant sur la demande des cheminots à interdire par son piquet l'accès aux quais par son local aux jaunes de la S. N. C. F.

Dans les P. T. T., le contrôle des communications téléphoniques et télégraphiques fut un exemple ; le personnel, pour la plupart des femmes et de très jeunes filles, s'acquitta de sa tâche avec une conscience et une discipline auxquels il faut rendre hommage. Nulle autre chose que l'arrêt du téléphone ne pouvait plus gêner la bourgeoisie dans ses « affaires » quotidiennes.

La Bourse de Paris paralysée... l'Aga Khan ne peut communiquer à Londres d'instructions pour ses chevaux... le cœur des bourgeois se serre d'étonnement et d'amertume. Chacun connaît dans le détail le processus des tentatives de communication urgente, et l'implacable déclin interrompant et sanctionnant un abus de confiance quand le caractère de gravité ou d'urgence de la communication était usurpé.

Le contrôle (bien qu'embryonnaire), des travailleurs trouva une expression plus grande dans le cas où ceux-ci usèrent des moyens de production entre leurs mains pour leur mouvement. Le réseau téléphonique, naturellement, n'était pas fermé aux informations et instructions des fédérations, des comités de coordination et comités centraux de grève. Des lignes furent même posées, notamment à Brest, pour relier la poste au local du comité central de grève.

Il y a l'exemple chez les cheminots, des roulants, immobilisés dans le Midi et regagnant leur centre pour y prendre part à l'action, sur la locomotive et un wagon détaché du convoi.

Dans certaines gares parisiennes, des navettes entre gares et dépôts fonctionnaient à l'usage des grévistes pour transporter les piquets, pour regagner les lieux de réunion, etc.

Nulle part ailleurs que dans les hôpitaux le haut niveau de conscience des travailleurs ne tint mieux sa place. Presque tous les hôpitaux de la région parisienne étaient sous l'autorité du comité de grève. Les opérations et les urgences furent contrôlées et ordonnées par le comité. La haute moralité du personnel et sa discipline tinrent en brèche les tentatives de discrédit du mouvement faites par les feuilles hystérico-fascistes de « l'Aurore » et du « Figaro ». Les consultations furent maintenues pour les cas d'urgence et données gratuitement. Certain médecin-chef ayant refusé de signer les feuilles de Sécurité Sociale, les externes continuèrent à signer celles-ci. Partout, les conditions d'hygiène et de sécurité furent respectées, et les malades unanimes à condamner les mensonges de la presse réactionnaire.

Le caractère de dualité de pouvoir dans la fonction publique fut plus sensible que partout ailleurs dans les municipalités ouvrières, en ce sens qu'en accord avec la municipalité et en prévenant la population par affiche du caractère des opérations, les comités de grève firent procéder à des mesures telles que l'enlèvement des ordures dans certains cas, « par mesure d'hygiène », et donnèrent à la population des directives, comme de ne pas mettre aux ordures de denrées périssables, etc.

Bien sûr, il ne faut pas s'exagérer le caractère de contrôle et de gestion ouvrier. Celui-ci ne fut qu'embryonnaire, incomplet, et inachevé. Mais ce qu'on doit retenir, c'est la spontanéité avec laquelle ces mesures furent prises dans ce sens, le plus normalement du monde, sans mots d'ordre, par les couches les moins politisées de la classe ouvrière, et démontre l'inéluctable besoin d'une grève générale de s'engager vers la prise du pouvoir.

Il n'est guère besoin de rappeler la sympathie active qu'a rencontrée la grève des fonctionnaires dans la population. L'ampleur et le caractère responsable du mouvement ont imposé le respect, forcé l'admiration des classes moyennes et de la petite bourgeoisie. Les seuls exemples de pagaille et d'ingérence furent ceux où le gouvernement voulut suppléer au manquement des organes normaux par l'utilisation de ses flics, de ses « droit commun » (ne parlons pas de l'armée, solidaire des grévistes).

Ce fut un échec total. Nul autre que les travailleurs n'est capable de remplir leur fonction, et même de se diriger.

S'il ne restait du mouvement que la démonstration des travailleurs à eux-mêmes qu'ils sont capables de gérer les affaires de l'Etat, se serait déjà énorme.

P. VINCENT.